Léon Dion (1923-1997)

Politologue, département des sciences politiques, Université Laval

(1967)

“Le Bill 60 et la société québécoise”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Léon Dion,

“Le Bill 60 et la société québécoise”.

Un article publié dans l'ouvrage collectif, École et société au Québec. Éléments d'une sociologie de l'éducation. Textes choisis et présentés par Pierre W. Bélanger et Guy Rocher, pp. 301-311. Montréal : Éditions Hurtubise HMH, ltée, 1970, 466 pp. [Extrait de : Le Bill 60 et la société québécoise. Montréal : Éditions Hurtubise HMH, 1967. Collection Aujourd'hui.]

[Autorisation formelle accordée, le 30 mars 2005, par Mme Denise Dion, épouse de feu M. Léon Dion, propriétaire des droits d'auteur des œuvres de M. Léon Dion]

Mme Andrée Fortin, professeure de sociologie à l'Université Laval et directrice de la revue *Recherches sociographiques*, nous a autorisé à diffuser les articles de la revue qu'elle dirige, à la condition de bien mentionner cette autorisation.

andree.fortin@soc.ulaval.ca
---	--

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 2 mai 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec.

Léon Dion (1967)

“Le Bill 60 et la société québécoise”

Un article publié dans l'ouvrage collectif, École et société au Québec. Éléments d'une sociologie de l'éducation. Textes choisis et présentés par Pierre W. Bélanger et Guy Rocher, pp. 301-311. Montréal : Éditions Hurtubise HMH, ltée, 1970, 466 pp. [Extrait de : Le Bill 60 et la société québécoise. Montréal : Éditions Hurtubise HMH, 1967. Collection Aujourd'hui.]

Léon Dion (1967)
“Le Bill 60 et la société québécoise”

[Retour à la table des matières](#)

Le 28 février 1961, l'Assemblée législative du Québec adoptait une loi instituant une Commission d'enquête sur l'enseignement ; le 19 mars 1964, la loi créant le ministère de l'Éducation et le Conseil supérieur de l'éducation recevait la sanction royale. L'extraordinaire carrière du bill 60, qui se déroula dans un intervalle d'environ un an (d'avril 1963 à mars 1964), fut jalonnée d'événements nombreux dont certains furent qualifiés à l'époque de coups de théâtre de la scène politique. Il offre pourtant aux analystes une abondante et riche matière de première main permettant d'identifier, d'excellente façon, les origines et les caractères des mouvements de pression qui sont susceptibles de se produire dans le Québec à l'occasion d'enjeux politiques considérés importants pour l'avenir de la collectivité et, plus particulièrement, quand il s'agit de projets de loi.

En évoquant la carrière du bill 60, nous n'avons pas l'intention de faire oeuvre d'historien et encore moins de polémiste. Et bien que nous estimions que l'éducation est la question la plus urgente de l'heure au Québec, nous ne nous proposons pas non plus d'en introduire directement l'étude, encore qu'à coup sûr nous éclairerons au passage des aspects importants de cette question. Notre objectif immédiat est double : d'abord faire l'étude d'une campagne de pression et, ensuite, reconstituer un processus de décision. Mais, en dépit de l'importance intrinsèque du débat sur le bill 60, ce n'est pas comme cas d'espèce qu'il va retenir surtout notre attention. À travers ce cas, c'est la société québécoise elle-même que nous entendons soumettre à l'examen.

L'étude des phénomènes de pression politique nous paraît particulièrement prometteuse pour la reconstitution des représentations idéologiques et des réseaux d'influence au sein d'une société. On pourra s'étonner que nous fassions une affirmation aussi peu courante dans le domaine sociologique. Aussi, avant de nous engager dans notre sujet, nous a-t-il semblé utile d'explicitier notre hypothèse de travail.

Les avantages de l'étude des phénomènes de pression pour la connaissance des sociétés sautent aux yeux. Les phénomènes de pression, du moins ceux qui revêtent un haut degré de généralité, possèdent, en premier lieu, la qualité unique d'être quasi contraignants pour un grand nombre d'agents sociaux : les processus qui s'y déroulent se canalisent vers l'un ou l'autre des centres de décision, plus précisément vers ceux qui sont responsables de l'émission des normes impératives obligatoires pour l'ensemble de la société ; souvent d'ailleurs ces processus ont pour origine des centres de décision politiques eux-mêmes. Mais parce que de tels phénomènes mettent fréquemment en question des intérêts jugés immédiats et vitaux, ils sont, en second lieu, aptes à susciter chez les agents sociaux des attitudes et des conduites d'une intensité exceptionnelle. Enfin, parce qu'ils se produisent dans un secteur de la vie sociale où la publicité des relations inter-groupes est davantage requise qu'ailleurs, ces phénomènes en général se prêtent plus facilement à l'observation. Ajoutons que dans nombre de sociétés contemporaines les normes d'action, le fonctionnement des mécanismes institutionnels et la propagande elle-même incitent les citoyens à prendre une part active au déroulement des processus politiques, en particulier à ceux qui comportent des décisions.

Sans doute, tous les phénomènes de pression politique n'ont pas une égale richesse de contenu ni surtout une même aptitude à ouvrir l'accès sur le système social. Dans les ouvrages sur la question, rares sont les études qui méritent de retenir l'attention de ce point de vue. Parmi les cas particulièrement intéressants sous cet angle, nous rangeons sans hésiter le débat sur le bill 60. Premier exemple québécois de phénomène de pression qui ait encore fait l'objet d'une étude systématique, ce débat soulève nombre de questions d'intérêt majeur pour le théoricien aussi bien que pour l'homme d'action.

Le débat sur le bill 60 représente beaucoup plus que la somme des interventions sur une question controversée des soixante-dix associations et des quarante-quatre individus que comprennent nos tableaux. Ce qui établit l'importance unique de ce débat, c'est qu'il procure une excellente occasion de scruter l'agencement et l'armature de la société québécoise.

Soulignons une fois de plus par ailleurs que l'aptitude des activités de pression à produire une vision cohérente et signifiante de la société est fort variable. Certaines sont si parcellaires dans leur origine et si limitées dans leurs conséquences qu'elles ne réfractent aucun angle discernable de la réalité sociale ; d'autres, au contraire, sont si

globales dans leur origine et si étendues dans leurs effets qu'elles réfléchissent, sous des aspects fondamentaux et bien précis, la société tout entière. La campagne du bill 60 nous paraît avoir constitué un cas exemplaire de cette seconde modalité d'activités de pression.

Du point de vue qui nous occupe, les spécialistes distinguent deux catégories principales d'activités de pression : les activités « isolées » et les « campagnes » de pression.

Dans le premier cas, il s'agit généralement d'interventions de la part d'un individu ou d'une association (ou de quelques individus ou associations), dans le but de promouvoir ou de contrarier une cause ou un projet concernant une valeur ou un intérêt restreint et plus ou moins exclusif à cet individu ou association. Dans le second cas, au contraire, il s'agit d'un grand nombre d'interventions, concertées ou non, s'échelonnant sur une certaine période, impliquant plusieurs individus et associations, à l'occasion d'une cause ou d'un projet tendant à modifier, favorablement pour les uns et défavorablement pour les autres, des valeurs ou des intérêts jugés généraux et vitaux. Une intervention de l'Association des manufacturiers auprès du gouvernement pour obtenir une majoration des tarifs sur un produit donné constituerait un exemple de la première catégorie d'activités de pression ; une levée générale de boucliers de la part des associations médicales et de leurs alliées contre un projet d'assurance-santé représenterait un exemple de la seconde catégorie.

Il y a beaucoup plus d'activités de pression isolées que de campagnes de pression et c'est à juste titre que les analystes s'intéressent tout autant aux premières qu'aux secondes. Les unes et les autres exercent sur les processus sociaux et politiques une influence plus ou moins considérable qu'il s'agit de mesurer dans chaque cas. De plus, il n'est pas toujours facile de distinguer entre les deux catégories. Ainsi il peut arriver que par les remous qu'elle suscite à travers tout le corps social, une activité de pression à l'origine isolée donne naissance à une campagne de pression. Il n'y a pas à ce sujet de règle fixe. Notons toutefois deux traits spécifiques aux campagnes de pression : en premier lieu, les enjeux y sont considérés importants par un grand nombre d'associations et d'individus : il s'agit de questions jugées de force majeure et d'intérêt général ; en second lieu, les centres de décision tardent à trancher le débat, soit par suite de la complexité de la question ou soit encore à cause de l'ampleur même de la division au sein de la société, de sorte que se déclenche un processus d'une certaine durée.

Les activités de pression isolées et les campagnes de pression n'agissent pas sur le système social de la même manière : l'effet des dernières est beaucoup plus général en même temps que plus profond. Sans doute, l'étude systématique des activités de pression isolées permet-elle une meilleure connaissance des organisations et des comportements sociaux et politiques qu'on ne l'imagine généralement : règles de jeu, stratégies, pôles de dynamisme, centres de décisions privilégiées, voies d'accès, techniques d'action, autant de considérations qui permettent une prise considérable

sur les structures et le fonctionnement des sociétés. Toutefois, ce n'est qu'à l'occasion des campagnes de pression qu'une société découvre tout à fait, sous un certain angle, l'ampleur des harmonies et des antagonismes sociaux liés aux intérêts et aux valeurs, bref aux idéologies qu'elle secrète. D'où leur importance unique.

À la lumière de ces indications, il est évident que le débat sur le bill 60 a constitué non pas une simple activité de pression isolée mais bien plutôt une extraordinaire campagne de pression. Les premières réactions se produisent à la suite de la publication du Rapport de la Commission d'enquête sur l'enseignement, le 23 avril 1963 ; le dépôt du bill 60 à l'Assemblée législative, le 26 juin, fait définitivement émerger la polarité des vues qui a caractérisé le débat. Entre le 23 avril 1963 et le 5 février 1964, date à laquelle l'Assemblée législative adopte finalement la loi créant le ministère de l'Éducation et le Conseil supérieur de l'éducation, cinquante-trois associations¹ et quarante-quatre individus, souvent à plus d'une reprise, sont intervenus d'une façon significative dans le processus. Ils ont, bien naturellement, tenté d'en influencer le déroulement dans un sens ou dans l'autre. Mais ce faisant, ils ont révélé le tempérament de leurs idéologies. Ils ont contraint le gouvernement à faire marche arrière et à porter la discussion sur la place publique. Ils l'ont même forcé à négocier avec l'agent le plus autorisé, le plus prestigieux et le plus puissant que le débat ait fait émerger, l'Assemblée des évêques. Bref, c'est bien en présence d'une campagne de pression au sens le plus fort du terme que nous nous trouvons.

Pour bien concevoir le débat sur le bill 60 comme campagne de pression, il importe de préciser qu'il a été déclenché par des initiatives gouvernementales et non pas par les agissements de groupements sociaux. C'est le Rapport d'une Commission d'enquête créée par le gouvernement qui a suscité les premières réactions et c'est le dépôt du projet de loi qui, nous allons le montrer dans notre première partie, structure la situation et précise l'enjeu. En outre, c'est le rappel provisoire du bill par le gouvernement, le 8 juillet, qui procure à la campagne de pression toute son ampleur. Enfin, le premier ministre, en avisant le 16 juillet les associations et les individus qu'ils avaient jusqu'au 1er septembre pour lui transmettre leurs suggestions, en quelque sorte sanctionnait cette campagne de pression.

Les traits spécifiques du débat sur le bill 60 comme campagne de pression ne viennent cependant pas surtout du fait qu'une initiative gouvernementale l'a suscitée. En réalité, la plupart des campagnes de pression qui ont été étudiées jusqu'ici, notamment aux États-Unis où de semblables recherches ont surtout été menées, ont été déclenchées par des projets gouvernementaux : le bill du plein emploi et le projet d'assurance-santé en constituent deux excellents exemples. On sait que le « Full Employment Bill », déposé au Congrès en janvier 1945, devint finalement l'« Employment Act », à la suite d'un dur affrontement, qui dura treize mois, entre

¹ Nous ignorons ici les dix-sept associations qui, dans un mémoire à la Commission d'enquête, s'étaient prononcées en faveur du maintien du Département de l'instruction publique mais qui ne sont pas intervenues dans le débat même.

groupes « libéraux » et groupes « conservateurs ». Quant au projet d'assurance-santé mis de l'avant par le Président Truman en 1950, il dut finalement être abandonné, la longue et coûteuse campagne de groupes adversaires dirigée par l'American Medical Association ayant même ébranlé la stabilité du gouvernement ².

Par rapport à toutes les autres campagnes de pression étudiées jusqu'ici, celle du bill 60 se distingue par les deux traits suivants : en premier lieu, il y a eu rappel volontaire par le gouvernement d'un bill dûment présenté en Chambre et dépôt, sept mois plus tard, d'un nouveau bill : les circonstances du rappel de même que la substance des modifications apportées au second bill permettent de reconstituer avec une rare précision le déroulement du processus ; en second lieu, il existe peu d'exemples d'une telle déférence à l'endroit des individus et des associations engagées dans un débat public de la part d'un gouvernement que celle manifestée à l'occasion du débat sur le bill 60 par le gouvernement du Québec. Dans toute l'histoire connue des campagnes de pression, on peut citer peu d'exemples de respect des vues du public semblables à celui qu'offrait le ministre de la jeunesse, parrain du bill, qui, au vu et au su de tous, est descendu dans l'arène et a accepté de bonne grâce de paraître aux yeux de plusieurs comme un simple belligérant. Il est vrai qu'il n'avait pas le choix. Aurait-il fait montre d'arrogance vis-à-vis les associations et les individus, cela aurait pu signifier l'échec du projet de loi. Rares sont les occasions où les rapports entre agents politiques et agents sociaux se présentent de façon à la fois si dramatique et si pressante.

Le problème de l'influence dans les processus de décision se pose de la façon suivante : quels pourraient être les groupes et les individus qui, tout en étant vitalement et immédiatement visés par un acte ou un projet de nature politique, se trouveraient, au moment opportun, stratégiquement en position de faire sentir leur présence, tant par l'ampleur des ressources à leur disposition que par leur facilité d'accès auprès des centres politiques décisifs ? Dans le cas qui nous occupe, la question est de savoir qui a influencé quoi, pourquoi et comment au cours du débat sur le bill 60 ?

La réponse à la question ainsi posée est complexe. La majorité des travaux sur les processus de décision aboutissent généralement à de vagues suppositions ou, tout au plus, à des conclusions hypothétiques. La conscience de la précarité de notre position à ce point de notre étude nous incite à procéder avec circonspection. Aussi, avant de nous engager dans la reconstitution du réseau d'influence que la campagne du bill 60 a dégagé, nous allons définir notre principal outil d'analyse, c'est-à-dire le concept d'influence lui-même.

Par influence, nous entendons l'efficacité relative de la participation d'un agent à la définition des buts, au choix des règles du jeu et aux prises de décision dans un

² Sur ces questions, voir Léon Dion, *Les groupes et le pouvoir politique aux États-Unis*, Presses de l'Université Laval et Armand Colin, 1965.

processus social. Pour établir cette efficacité relative nous recourrons à trois mesures que nous appellerons respectivement l'autorité, le prestige et le pouvoir. *

Ce sont des porte-parole d'associations qui ont déclenché et constamment nourri la campagne du bill 60. Sans leurs interventions soutenues et celles d'un certain nombre d'individus agressifs, eux-mêmes d'ailleurs souvent liés à des associations, les sentiments à l'endroit du bill ne se seraient probablement pas exprimés sur la place publique. Dans cette éventualité, seuls des agents sociaux antagonistes particulièrement puissants auraient pu forcer l'attention du gouvernement. Et les divergences des vues entre eux auraient fait l'objet de négociations de coulisse.

Or, ces mêmes associations, pourtant responsables de la campagne, n'ont manifestement eu qu'une influence directe minime dans le déroulement et le dénouement du processus de décision. L'Assemblée des évêques mise à part, le degré de pression sur le gouvernement résultant de l'action des associations a été très faible. Aucune d'entre elles n'a pu prendre la direction des opérations, mettre au point des stratégies communes, ni inspirer les prises de décision ...

Comme il fallait s'y attendre de la part de groupements représentant des idéologies et des intérêts divergents, les associations, vis-à-vis le bill 60, tinrent des positions fort différentes. Pour l'ensemble, sur un total de soixante-dix associations, vingt-huit eurent une orientation positive par rapport au bill tandis que les quarante-deux autres eurent une orientation négative. Quand on considère de plus près la gamme des orientations, la dispersion des vues se révèle encore bien plus grande. Certes, à l'intérieur d'une même catégorie d'associations, les vues pointèrent parfois dans la même direction, comme chez les étudiants et les syndicalistes qui furent en prépondérance d'orientation positive et chez les administrateurs et les associations religieuses qui furent surtout d'orientation négative. Mais l'effet de concordance à l'intérieur d'une même catégorie fut contrarié, sinon annulé, par l'existence de profondes divergences entre catégories. Par ailleurs, les autres catégories d'associations -idéologiques, d'enseignants et de parents-maîtres - se neutralisèrent elles-mêmes en adoptant des positions contraires à l'égard du bill ...

* La notion de pouvoir est l'objet d'un débat animé entre spécialistes, surtout de la science politique. Il est incontestable que cette notion est employée à la légère et de façon abusive. On appelle fréquemment « pouvoirs » les centres de décision autour desquels individus et groupes gravitent et en fonction desquels ils utilisent leurs ressources dans le but d'obtenir une influence dans le déroulement d'un processus. Par extension, on entend par « pouvoirs », les catégories elles-mêmes de ressources utilisées dans l'exercice d'une influence. C'est à ce double usage que renvoient des expressions courantes comme « pouvoir politique », « pouvoir économique » et « pouvoirs sociaux ». Nous n'avons aucune objection à ces emplois du terme, à condition qu'on admette que celui-ci est alors conçu d'une manière synthétique et non pas opérationnelle. Dans l'exposé qui va suivre, le pouvoir sera considéré comme un des attributs des agents politiques ou sociaux et, de la sorte, comme l'une des trois mesures de l'influence - les deux autres étant l'autorité et le prestige.

En d'autres circonstances, l'absence d'unanimité parmi les associations n'aurait pas nécessairement provoqué pareille éclipse de leur autorité, de leur prestige et de leur pouvoir formels. Des procédés tels que la fréquence des interventions et le recours aux coalitions auraient corrigé l'effet de cette condition et procuré à certaines associations tout au moins un certain degré d'influence. Certaines d'entre elles, comme c'est souvent le cas, auraient émergé du débat en avant du gros du peloton et auraient rempli un rôle de leadership. Mais, dans le cas présent, des associations ne disposant pas au départ d'avantages stratégiques et au surplus n'offrant pas un front commun se trouvèrent confrontées avec deux coalitions de forces d'un poids exceptionnel : le gouvernement et l'Assemblée des évêques ...

La campagne du bill 60 se présente comme un affrontement entre l'Église et l'État. Les entrevues privées fort nombreuses du ministre de la Jeunesse avec des évêques, les interventions répétées d'évêques, agissant à titre individuel ou en groupe, auprès du ministre de la Jeunesse ou du premier ministre - tout cela dramatise et amplifie ce phénomène central ; et c'est ce phénomène qui procure au débat son caractère unique. Une occasion exceptionnelle nous est ainsi fournie de voir ouvertement à l'œuvre l'Église au Québec.

Par contraste avec les associations libres dont le comportement fut erratique et contradictoire, l'Assemblée des évêques a indubitablement préparé avec soin bien à l'avance chacune de ses interventions. Il est incontestable qu'elle a mis en œuvre toutes ses ressources afin d'influencer le déroulement du processus ...

Par rapport à l'éducation chrétienne qui fut l'enjeu principal de la campagne du bill 60, l'autorité - ou droit formel - de l'Assemblée des évêques était éminente et incontestable. L'Assemblée pouvait se réclamer d'une tradition ecclésiastique fort ancienne que sanctionnent des textes officiels nombreux et rédigés à des époques différentes. En outre, fait de notre point de vue bien plus significatif encore, cette autorité se trouvait explicitement reconnue au Québec, tant dans la loi civile que dans la pratique administrative, les évêques étant, par exemple, membres d'office du très important Comité catholique du Département de l'instruction publique.

Or, dans ses trois déclarations, l'Assemblée des évêques de toute évidence prend soin de s'en tenir aux seules questions qui relèvent directement de la compétence ecclésiastique, c'est-à-dire la confessionnalité des écoles et l'enseignement chrétien ...

Non seulement l'autorité de l'Assemblée des évêques dans la campagne du bill 60 fut-elle incontestable, mais encore son prestige - deuxième mesure de l'influence - bien qu'aucun sondage ne l'ait établi, fut de toute évidence énorme. Les évêques s'engageaient dans le débat avec l'assurance que procure la conscience de jouir, en toute circonstance, dans le Québec, d'un respect universel qui confine parfois à la servilité. En matière d'éducation, en général, beaucoup les considèrent comme des experts ; et tous s'inclinent devant leur compétence dans le domaine de l'éducation religieuse. Enfin la dignité et l'utilité de la charge épiscopale peuvent difficilement

être mises en doute dans une société où la presque totalité des individus adhèrent activement à la confession catholique.

L'Assemblée des évêques représente un organisme quasi politique, disposant de prérogatives et de ressources considérables qui lui procurent un immense pouvoir, dans le sens défini plus haut. Ce n'est pas le lieu d'énumérer les composantes de ce pouvoir dérivé du magistère suprême de l'Église, qui, dans les questions de doctrine et de morale, s'impose à tous les fidèles sous peine de graves sanctions. Il suffit de mentionner que, durant le débat sur le bill 60, l'Assemblée des évêques a fait un usage optimum de ses ressources en vue d'amener le gouvernement à conformer son projet de loi aux objectifs et aux intérêts de l'Église en éducation. Parmi les composantes majeures du pouvoir, citons la facilité d'accès auprès des centres de décision, le degré de perception de l'enjeu, l'intérêt porté à l'enjeu, et le nombre et la qualité des alliés virtuels ...

D'après chacune des trois mesures - autorité, prestige, pouvoir - selon lesquelles on peut déterminer l'influence de l'Assemblée des évêques, on est donc conduit à conclure que cette influence fut prépondérante ...

Quels ont pu être les motifs qui ont conduit l'Assemblée et les évêques individuels à intervenir dans le débat comme ils l'ont fait ? Et quelles ont été les raisons qui ont incité le premier ministre et le ministre de la Jeunesse à leur prêter une oreille si attentive ?

Pour trancher ces questions, il faut rappeler les objectifs des deux protagonistes et nous demander dans quelle mesure ils n'auraient pas, au cours du processus, réconcilié leurs divergences et ne se seraient pas finalement rejoints à mi-chemin de leurs positions originelles respectives, sans avoir pour autant nécessairement renoncé à leurs objectifs fondamentaux.

Le but que le gouvernement poursuivait ressort du texte même du bill 60. Il consistait dans l'édification d'un système d'éducation répondant aux besoins de notre temps par la création d'un Ministère doté des prérogatives et des instruments d'action jugés nécessaires. Bien que des évêques se soient insurgés contre le projet gouvernemental, l'Assemblée des évêques comme telle a pris soin de ne pas mettre directement en cause l'objectif fondamental du gouvernement.

Par contre, le ré-aménagement radical du vétuste système d'éducation qu'impliquait la mise en oeuvre du projet gouvernemental heurtait de front les intérêts de l'Église. C'est ainsi que l'Assemblée des évêques se trouvait délogée de sa traditionnelle position stratégique au sein du Comité catholique. De son point de vue, la situation ainsi créée était grave. Or, c'était de sa propre initiative et de façon unilatérale que le gouvernement délogeait ainsi l'Assemblée des évêques. Celle-ci se trouvait spoliée, sans pré-avis, de droits acquis.

On peut supposer qu'avant le bill 60 il existait une sorte de concordat au Québec entre l'Église et l'État au sujet de l'éducation. En déposant le bill 60 à l'Assemblée législative, le premier ministre en quelque sorte avait rompu un engagement contractuel. Le fait même que le premier ministre ait adressé une copie du bill au Primat de l'Église au Canada avant de le déposer à l'Assemblée législative constitue un indice de cette conscience, de la part du gouvernement, de l'existence d'un tel engagement contractuel. De son côté, dans sa lettre du 17 juin, Mgr Roy faisait part au premier ministre de l'insatisfaction de l'épiscopat et de la ferme volonté de ce dernier de négocier une nouvelle entente avec l'État. En d'autres termes, Mgr Roy signifiait au gouvernement que celui-ci était en train de violer une sorte d'engagement solennel. Et en acceptant de poursuivre des négociations avec l'Assemblée des évêques, le gouvernement, de son côté, reconnaissait implicitement avoir été pris en faute.

Vues sous cet angle, les revendications de l'Assemblée des évêques paraissent avoir été bien modérées. Elles n'impliquaient aucunement le rétablissement de la situation antérieure mais simplement l'insertion dans le texte du bill de clauses visant, selon l'avis de l'Assemblée, une meilleure protection des écoles chrétiennes. Le bill 60 demeurait substantiellement intact. À la lumière de ce comportement, il est légitime de conclure que les motifs qui ont conduit l'Assemblée des évêques à intervenir dans le débat se rattachaient moins à des craintes entretenues sur la substance même du bill - encore que celles-ci aient existé - qu'au sentiment d'un bris de contrat de la part du gouvernement et à la volonté d'amener celui-ci à conclure une nouvelle entente.

Face à l'Assemblée des évêques, le gouvernement se trouvait placé dans une position inconfortable, mais non pas désespérée. Quelle qu'ait pu avoir été sa propre perception du prestige et du pouvoir de l'Assemblée des évêques, le gouvernement ne pouvait pas ne pas reconnaître la légitimité de son autorité. Ayant de son propre chef rompu un quasi-concordat, il se trouvait dans l'obligation d'en négocier un nouveau. Or, dans ces circonstances, les termes tels que suggérés par l'Assemblée des évêques ne pouvaient que lui paraître tout à fait justifiables et raisonnables. Les accepter n'était donc, du point de vue du gouvernement, ni une humiliation, ni une défaite. Tout au plus c'était la reconnaissance d'une faute, d'une indécatesse commise à l'endroit de l'épiscopat.

Ainsi donc, les objectifs de l'Assemblée des évêques et ceux du gouvernement, divergents au départ, ont finalement convergé au mieux de leurs intérêts mutuels. De leurs points de vue respectifs, les deux protagonistes sortaient de la campagne du bill 60 avec les honneurs de la guerre. Ce sentiment résultait de ce que l'un et l'autre avaient envisagé l'enjeu sous des angles différents. En effet, ce qui importait le plus du point de vue du gouvernement, c'est-à-dire la création d'un ministère de l'Éducation doté de prérogatives adéquates, restait acquis. Inversement, l'Assemblée des évêques croyait avoir permis l'insertion de clauses offrant les garanties de l'éducation chrétienne, objectif qui avait été son unique préoccupation. Par ailleurs,

les concessions que l'un et l'autre avaient dû consentir au cours des négociations paraissaient minimales en comparaison des gains obtenus par les deux parties et notamment l'assurance que l'harmonie était, du moins provisoirement, rétablie entre l'Église et l'État.

Bien que la présence des deux « pouvoirs » dominants que constituent l'Église et l'État ait dominé la campagne du bill 60, nous aurions tort de conclure que cette campagne fut non signifiante.

Bien au contraire ! Cette campagne nous a montré une facette majeure du visage du Québec contemporain : elle a révélé les dimensions réelles et le fonctionnement d'une institution sociale - l'Église - à laquelle on a toujours prêté une influence énorme sans que cette influence ait jamais jusqu'ici été mesurée à l'occasion d'un cas concret.

La campagne du bill 60 nous a permis de constater que, dans le Québec, l'union de l'Église et de l'État était encore intime. Elle a permis d'examiner comment, dans un cas précis, l'influence de l'Église s'est exercée. Elle nous a fait mieux saisir comment cette influence agit au sein de la société québécoise et comment elle inhibe la pensée et l'action des agents sociaux.

Une dernière question se pose. Si donc la confrontation de l'Assemblée des évêques et du gouvernement a dominé la campagne du bill 60, quelles en furent les conséquences pour les associations libres ? Nous estimons que l'autorité, le prestige et le pouvoir incommensurables de l'Assemblée des évêques fournissent l'explication de la piètre performance des agents sociaux durant la campagne. Ceux-ci, qu'ils fussent par ailleurs partisans ou adversaires du bill 60, n'ont paru exercer aucun effet sensible dans le déroulement du débat. C'est à peine si les agents politiques ont perçu le poids de leurs interventions. Les agents sociaux se sont livrés entre eux une guerre surtout verbale mais la lutte véritable se disputait sur un champ de bataille d'où ils se trouvaient exclus. Bref, dans la campagne du bill 60, le rôle du gouvernement fut prioritaire, l'influence de l'Assemblée des évêques, prépondérante, et la force de pression des agents sociaux, insignifiante.

La campagne du bill 60 a donc été, à la périphérie de la société, une querelle sur la place publique entre associations libres et simples citoyens engagés dans la vie des associations, des revues et des mouvements sociaux ; mais, au cœur du système social, il a été la confrontation des deux « pouvoirs » dominants, le « pouvoir » ecclésiastique et le « pouvoir » civil. Les associations libres et les simples citoyens ont été des participants plus ou moins conscients des négociations entre ces deux géants. Et ceux-ci ont réussi à concilier leurs divergences sans avoir requis, même s'ils ont pu verbalement le réclamer, l'appui des associations libres et des simples citoyens ...

Ce texte est extrait de : Le bill 60 et la société québécoise, Collection aujourd'hui, Les Éditions HMH, Montréal, 1967.